



Un ouvrier indonésien coud des chaussures de sport qui sont vendues plus de 100 € en Europe et aux États-Unis. Mais alors que la marque propriétaire verse 13 M€ d'euros à l'équipe nationale de football du Brésil pour les porter, cet ouvrier ne reçoit que 47 cents par heure, soit 3,76 € par jour ! Malheureusement, ces disparités ne cessent de s'aggraver.

Source : Rapport Oxfam « Hors jeu, le droit des travailleurs dans l'industrie du sport en Asie », 2006.

**Sous la pression de la société civile, les entreprises ne peuvent plus ignorer leur responsabilité sociale.**

La plupart d'entre elles se sont ainsi dotées de codes de conduite ou de chartes éthiques et mènent régulièrement des audits sociaux. Ces mesures ont leurs limites. Les codes occultent fréquemment le droit à la liberté syndicale. Les audits sont biaisés, alors que les salariés ne peuvent s'exprimer librement. Surtout, ces engagements sont inefficaces tant que les entreprises maintiennent des pratiques d'achat irresponsables envers leurs fournisseurs : flux tendus, pression maximale sur les prix et les délais, c'est le profit qui est priorisé, au détriment des droits humains.

Ainsi, dans une grande chaîne espagnole de vêtements par exemple, la période des soldes provoque la réduction drastique des délais de production pour les fournisseurs. « Il arrive que nous recevions les pièces le mardi, et que dès le samedi les articles finis repartent pour l'Espagne », explique un directeur d'usine marocain.\* Respecter les droits des travailleurs est une question de volonté. Les entreprises doivent avant tout mieux distribuer la richesse produite : alors qu'elles réalisent de plus en plus de profits, les travailleurs gagnent encore moins qu'il y a dix ans.

\* source : Oxfam 2004

**UNE  
RESPONSABILITÉ  
POUR LES  
ENTREPRISES**